Document generated on 10/12/2024 3:50 a.m.

Cahiers de recherche sociologique

Transition et pensée économique dans l'histoire

Gilles Dostaler

Volume 1, September 1983

Connaissance et société

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1001971ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1001971ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (print)
1923-5771 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Dostaler, G. (1983). Transition et pensée économique dans l'histoire. *Cahiers de recherche sociologique*, *1*, 19–35. https://doi.org/10.7202/1001971ar

Copyright © Cahiers de recherche sociologique, 1983

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Transition et pensée économique dans l'histoire

Gilles DOSTALER

L'exposé qui suit porte sur la manière dont la pensée économique a, dans l'histoire, perçu la transition, ainsi que sur les liens entre les «transitions historiques réelles» et l'évolution de cette pensée. Se trouve donc posée aussi, en filigrane, la question des transitions dans la pensée économique. Cette dernière ne doit pas être confondue avec l'économie politique classique formalisée par Ricardo. La pensée économique est présente dès l'Antiquité, sans être constituée comme savoir indépendant. Cela lui donne d'ailleurs une richesse qu'on ne retrouve plus dans la «science économique» contemporaine. Le savoir sur la société est global et multiforme, «pluridisciplinaire». C'est donc par les philosophes grecs que nous commencerons ces réflexions informelles. On ne trouvera pas en effet dans ce qui suit de démonstration rigoureuse. Cela tient, entre autre, à l'ambiguïté de la notion de transition. Nous traiterons donc d'abord de ce mot, avant d'entamer notre survol historique.

1. La transition

Le mot de transition est de ceux qui renvoient à une réalité extrêmement difficile à cerner et à définir précisément. Il est utilisé dans le domaine des sciences sociales comme dans celui des sciences naturelles, en philosophie et en épistémologie, aussi bien qu'en art et en littérature. Selon les dictionnaires modernes, c'est à un procédé rhétorique qu'il renvoie en premier lieu; il s'agit de la manière de «lier les parties d'un discours». La définition la plus générale se lit : «passage d'un état à un autre, d'une situation à une

autre»[1]. Le passage peut être brutal, rapide, ou il peut s'agir d'une transformation progressive. Quant à l'état ou à la situation de départ et d'arrivée, il s'agit là de termes dont la définition soulève plus d'un problème. En physique, la situation est — relativement — simple : il s'agit du passage d'un état stationnaire à un autre (on sait que «l'état stationnaire» est l'un des nombreux emprunts de l'économie politique à la physique!).

Dans notre domaine, la «situation» ou «l'état» désigne une certaine forme d'organisation sociale. Cela implique l'organisation de la production matérielle, de la distribution, des échanges, de la consommation, ainsi que la «nature» des institutions politiques, juridiques, sociales, et les idéologies en cours. Le marxisme a tenté de présenter une articulation entre ces divers aspects de la réalité sociale, et a forgé le concept de mode de production pour caractériser l'organisation de la production et les rapports entre les classes sociales qui en découlent. Un mode de production désigne une réalité sociale mouvante, animée par la lutte entre ces classes. Cette réalité se transforme et l'histoire est caractérisée par une succession de modes de production. Marx et Engels en présentaient généralement la séquence suivante : le communisme primitif, l'esclavagisme, le féodalisme, le capitalisme et le communisme, à quoi Marx a parfois ajouté le mode de production asiatique. Plusieurs formes de production pouvant coexister dans une organisation sociale concrète, on a aussi élaboré le concept de «formation sociale» pour désigner la «combinaison historique concrète», en un temps et un lieu donné, de divers modes de production dont l'un est dominant. Par ailleurs, la typologie traditionnelle de Marx a été souvent discutée et remise en question. Ainsi certains auteurs lui préfèrent-ils la typologie suivante : communauté primitive, mode de production tributaire (dont le féodalisme serait une variante), mode de production capitaliste. L'esclavagisme et la production marchande simple constitueraient des formes particulières de production qui n'auraient vraiment jamais dominé dans une formation sociale[2].

Dans cette problématique, la transition concerne le passage d'une formation sociale dominée par un mode de production (par exemple le féodalisme) à une formation dominée par un autre mode (plus «développé», par exemple le capitalisme). Le moteur de cette transition est la lutte des classes. La violence est partie intégrante de ce processus. Entre l'ancien et le nouveau, des intérêts antagonistes se heurtent. Certaines classes sociales ont intérêt au maintien de l'organisation de la production dont elles profitent. Ce sont des forces de conservation. D'autres voient au contraire l'amélioration

de leur situation liée à la transformation de l'organisation sociale. Ce sont les forces de changement. La transition se traduit par des luttes entre ces forces, luttes plus ou moins longues, plus ou moins violentes, au terme desquelles «l'ancien accouche du nouveau».

Nous ne pourrons toutefois nous limiter à cette vision précise de la transition dans la suite de notre propos. Cette conception est en effet absente de l'économie politique, pour des raisons qui apparaîtront au cours de notre exposé. C'est donc dans un sens plus large que nous devrons concevoir le mot de transition : dans celui d'évolution, de changements, de modifications dans l'organisation économique et sociale. Cette évolution est permanente. En ce sens, nous sommes toujours en transition, parce que toujours des forces sociales se heurtent, dont les intérêts sont contradictoires. Il s'agit de voir comment la pensée économique reflète cette évolution. Les différentes écoles dans l'histoire de la pensée économique se distinguent, entre autres, par leur manière d'analyser ce processus. Et cette manière est elle-même liée à la période dans laquelle vivent les penseurs. On verra d'ailleurs que c'est dans les périodes de transition au sens marxiste traditionnel du terme que sont faites les «percées» les plus significatives dans la théorie.

2. D'Aristote à Thomas d'Aquin : la société esclavagiste et le féodalisme

Aristote serait le penseur de la société esclavagiste, et Thomas celui de la société féodale. En réalité, l'un et l'autre ont écrit au moment où ces organisations sociales commençaient à se désagréger. C'est sans doute ce qui les a amenés à mettre à jour, dans les rouages de ces sociétés, les mécanismes de leur transformation. Paradoxalement cette transition n'était souhaitée ni par l'un, ni par l'autre.

Aristote écrit après le siècle de Périclès, le grand siècle de la civilisation grecque, celui de l'impérialisme athénien, d'ailleurs réfléchi dans les écrits des sophistes qui préfigurent en bien des points ceux des mercantilistes. La société athénienne traverse une grave crise, économique, sociale, politique, et idéologique dont elle ne se relèvera pas. Par une des ruses de l'histoire, Aristote fut le tuteur de celui qui scellera définitivement le sort des Cités-États : Alexandre le Grand. Cette décadence, Platon, le maître d'Aristote, la relie en particulier, aux conséquences de certaines activités commerciales et financières à l'enrichissement effréné d'une partie de la population et au développement des inégalités sociales. Il décrit, dans la *République*, une Cité idéale qui est le premier modèle d'état stationnaire dans l'histoire de la pensée économique.

Cette Cité idéale, Aristote, critique matérialiste de Platon, l'arrache du monde des idées et la perçoit sous les modalités de la Cité-État autosuffisante, qui assure à ses citoyens un niveau de subsistance confortable et, surtout, le loisir de vaquer aux activités les plus dignes de l'homme : la politique, la guerre, l'art, la philosophie.

Aristote accepte et décrit l'esclavage comme le fondement naturel de cet ordre social, préfigurant ainsi analogiquement l'univers ricardien dans lequel le travail salarié — payé au minimum de subsistance — constitue le fondement d'un ordre social non moins naturel. Nous avons ici le premier exemple de ce paradoxe récurrent : les auteurs qui poussent le plus loin la réflexion sur les mécanismes de fonctionnement des sociétés dans lesquelles ils vivent, et donc le moteur de la transition, refusent en même temps de considérer la transition comme un événement souhaitable, et cherchent le moyen d'assurer la pérennité de l'ordre social «naturel» qu'ils décrivent. Pour Ricardo, ce sera le libre-échange et l'importation de blé du continent. Pour Aristote, c'est la condamnation de la chrématistique, de l'accumulation de la richesse en tant que telle.

La société esclavagiste est donc pour Aristote une société naturelle. Pourtant, dans des pages saisissantes de la première partie de *La Politique* et dans la cinquième partie de l'*Éthique à Nicomaque*, Aristote décrit et définit la transition d'une économie de subsistance à une économie monétaire. Il montre, à la suite de Platon, comment se développent, en interaction, l'échange et la division du travail, et comment de cela naît la monnaie. Il réfléchit sur le problème de la valeur d'une manière qui ne sera égalée que par Smith, Ricardo et Marx[3].

Décrivant cette première transition, Aristote en pressent dans le même mouvement une seconde qui n'arrivera à son terme que deux millénaires plus tard : le processus de dissolution que les rapports marchands exercent sur les rapports esclavagistes et tributaires. La monnaie, dont Aristote a expliqué la genèse, est accumulée pour elle-même; elle «fait des petits». Cela lui paraît contre-nature. Il condamne donc la spéculation marchande, le prêt à intérêt et le travail salarié. Les deux premières activités avaient d'ores et déjà donné naissance à ce que Marx a appelé : «Le mode d'existence indépendante le plus ancien du capital» : le capital marchand[4]. Au moment où écrit Aristote, le processus d'accumulation de la «richesse abstraite» est très développé et il exerce, sur l'ensemble des rapports sociaux, une influence corrosive.

L'organisation politique idéalisée par Aristote, la Cité-État et le morcellement qu'elle implique, constituent un obstacle au développement du commerce et du marché mondial, qui rend compte des victoires macédoniennes. Nous sommes loin, encore, de la transformation des rapports de production, et une autre métropole esclavagiste succédera à Athènes avant que ne s'engage, en Europe, le processus de constitution de la société féodale. Mais les mécanismes décrits par Aristote joueront encore plus fortement à Rome, au point où le code juridique romain pourra proposer une définition et une régulation de l'ensemble des opérations liées au fonctionnement marchand d'une économie[5].

Les écrits d'Aristote sont postérieurs à l'édification du Parthénon. De même Thomas d'Aquin élabore-t-il son œuvre au moment où est achevée la construction de la cathédrale de Chartres, symbole de la civilisation féodale. Thomas d'Aquin a, face à cette civilisation, la même attitude qu'Aristote face à la civilisation athénienne. De cet ordre social dont le processus de désagrégation est en cours, Thomas d'Aquin fait un modèle naturel, éternel, voulu par Dieu. Et pourtant tout comme Aristote, il pressent le mécanisme de désagrégation et donc de transition. Il se concrétise, aussi, par l'accumulation de la richesse sous forme monétaire. Cette accumulation a pris un essor considérable au treizième siècle, essor lié, entre autres, au commerce des grandes cités marchandes. Déjà la rente en travail ou en nature commence à se transformer en rente en argent. Thomas d'Aquin voit donc dans le «commerce de l'argent» la racine d'un mal. Il condamne la spéculation marchande en élaborant la célèbre doctrine du juste prix. Il condamne le prêt à intérêt, définissant ce dernier comme le loyer de l'argent[6].

Et pourtant, il conçoit que ces activités peuvent être, dans certaines circonstances, nécessaires et justifiées. Thomas d'Aquin prévoit ainsi une série d'exceptions à la règle, qui permettront à ses successeurs scolastiques de mettre en question la règle elle-même. On justifiera dès lors le profit commercial et financier, dont l'accumulation constituera le plus puissant levier de la transition de l'ordre féodal à l'ordre capitaliste. Le point de départ de ce processus se situe précisément au moment où Thomas d'Aquin élabore la *Somme théologique*.

3. Mercantilisme et transition au capitalisme

Avec les écrits de ceux qu'on appelle les «mercantilistes»[7], nous entrons, pour ainsi dire, dans le vif du sujet, et dans l'actualité la plus immédiate. Nous sommes en effet confrontés, aujourd'hui,

au problème de la dépendance, dissimulée sous l'appellation courante de sous-développement. Les mercantilistes sont les écrivains de la transition au capitalisme, de l'accumulation primitive et donc de l'établissement des racines de la dépendance. Ils sont les écrivains d'une double transition : la transition au «capitalisme central» et la transition au «capitalisme périphérique»[8]. Car nous savons désormais que les pays dits sous-développés ne se trouvent pas aujourd'hui à une étape du processus de transition qu'ont connue les pays de l'Europe occidentale entre 1500 et 1800. Des sociétés précapitalistes, dont certaines étaient au moins aussi développées que les sociétés précapitalistes d'Europe, ont été brutalement intégrées à un processus de transition à l'échelle mondiale, qui a jeté les bases de «l'ordre» économique mondial actuel. Tel est le processus qui se trouve reflété dans les écrits des mercantilistes.

Là encore, les mécanismes de la transition sont lucidement décrits par des penseurs qui les perçoivent, paradoxalement, comme les éléments d'un système stable, naturel. Comme la petite production marchande, le capitalisme commercial ne peut constituer le fondement d'un mode de production. Le mercantilisme théorise (ou croit théoriser) la domination du capitalisme marchand alors qu'il s'agit de la transformation de cette forme «pré-capitaliste» de capitalisme en capitalisme industriel. En réalité, les mécanismes proposés par les auteurs mercantilistes pour assurer la puissance du capitalisme marchand sont les plus puissants leviers de développement du capitalisme industriel. Et parmi ces mécanismes, il y a les monopoles dans le domaine du commerce extérieur, le protectionnisme, l'appui de l'État à la politique coloniale. Les auteurs mercantilistes ont donc parfaitement saisi le lien entre l'extraction de la richesse issue des régions de ce qui allait devenir la périphérie et le développement du capitalisme dans le centre, ou du moins l'un de ses éléments, l'accumulation de la richesse monétaire, l'autre étant la prolétarisation, liée à la désagrégation des rapports sociaux féodaux. Mais ils avaient saisi, aussi, ce second aspect, insistant sur l'importance de bas salaires pour assurer la puissance des États. On sait que l'afflux d'or et d'argent au seizième siècle en Europe fut un instrument important de diminution des salaires réels. Les politiques mercantilistes ont donc constitué le fondement de l'industrialisation de l'Europe.

Cette transition au capitalisme industriel est aussi celle de l'organisation politique féodale décentralisée à l'État-nation moderne, centralisé. En insistant sur la puissance de l'État et son

lien avec la prospérité commerciale, les auteurs mercantilistes exprimaient donc cette transition, ou, plus exactement, ils étaient conscients du lien entre les divers éléments de la structure sociale dans cette transition. C'est donc bien à tort que les économistes libéraux — l'économie politique classique — les jugera et les condamnera en les accusant d'une série d'erreurs grossières : confusion entre la richesse et l'or, défense du protectionnisme et de l'intervention de l'État dans l'économie. Dans ces trois domaines, les mercantilistes avaient parfaitement raison. L'accumulation de monnaie, le protectionnisme, l'intervention active de l'État constituaient des mécanismes essentiels de transition au capitalisme industriel.

4. L'économie politique classique

a) Les précurseurs

La domination du capitalisme industriel est le résultat d'une transition marquée par la désagrégation des rapports féodaux, la formation du marché mondial et la domination transitoire du capital commercial et financier. Le capital industriel ne naît pas en opposition au capital marchand. C'est le capital marchand qui se transforme en capital industriel en investissant la sphère de la production industrielle. Il s'agit là d'un processus qui se déroule entre le quinzième et le dix-huitième siècle, et dont plusieurs études ont déjà été faites[9].

Cette transition «réelle» se reflète dans la transition de la pensée économique mercantiliste à l'économie politique classique. Et, de même que le capital industriel ne renverse pas de l'extérieur la domination du capital marchand, l'économie politique ne naît pas comme science en s'opposant aux «erreurs mercantilistes». C'est là, évidemment, la vision de Smith partagée par la plupart des historiens de la pensée économique. Mais elle est fausse. Les derniers mercantilistes sont les premiers économistes classiques et libéraux. Josiah Child, Dudley North, David Hume, par exemple, sont parfois considérés comme mercantilistes, parfois comme précurseurs de l'économie politique classique libérale. Ils sont l'un et l'autre. La problématique libérale naît de la problématique mercantiliste.

La politique mercantiliste a, au moment où naît la pensée libérale, accompli son œuvre. Elle a jeté les bases de la puissance des États-nations européens, établi les relations permettant à ces États de se développer en ponctionnant, entre autres, le surplus généré dans la nouvelle périphérie; elle a permis l'accumulation de

richesses qui constitueront le levier du développement du capitalisme industriel. Dès lors une autre tâche est à l'ordre du jour, dont les fondateurs de l'économie politique classique se feront les porte-parole théoriques. Ils démontreront, en effet, que le progrès des «nations» dépend de la destruction des entraves féodales, donc de la dissolution des structures politiques, juridiques et sociales associées à l'ordre ancien. Sur le plan idéologique, une partie de ce travail a été accomplie par le vaste mouvement culturel connu sous le nom de Renaissance, auquel succédera, au dix-septième siècle, le bouleversement des conceptions relatives à la science, associé aux noms de Galilée et de Newton, fondateurs de la physique moderne.

Ce contexte éclaire la naissance de l'économie politique classique, et, en particulier, le paradoxe, toujours le même, qui marque l'histoire de l'économie politique. Les fondateurs de l'économie politique classique vivent en effet la plus spectaculaire des transitions parmi celles que nous avons décrites, la naissance du «monde contemporain», dans toutes ses dimensions. Ils expliquent comment hâter cette transition, étant de ce fait très conscients du lien entre le fonctionnement économique et les institutions sociales; pour paraphraser Marx, ils expliquent comment les rapports de production féodaux bloquent le développement des forces productives. Et pourtant comme les philosophes grecs, les scolastiques ou les mercantilistes, ils nient la transition en tant que telle, et plus catégoriquement encore que leurs prédécesseurs. On peut dire que l'économie politique se constitue comme discipline autonome en niant la transition, c'est-à-dire en postulant des lois naturelles de fonctionnement de l'économie. C'est là-dessus que l'influence de la révolution scientifique est déterminante. Petty, Hume, Locke, Davenant, Boisguillebert ou Cantillon cherchent à réaliser pour l'analyse de la société (et non pas d'ailleurs seulement de l'économie) ce que Newton a réalisé dans l'analyse de l'univers physique : découvrir des lois naturelles de fonctionnement. Analysant le rapport entre les mouvements d'or entre les pays et le niveau des prix et des revenus dans les pays, Hume explique qu'il y a, entre les hommes, une «attraction morale» analogue à l'attraction physique et dont les effets peuvent être prévus avec certitude... si rien n'entrave ces lois naturelles[10]. «Laisser faire, laisser passer» sera donc le mot d'ordre lancé par ces économistes. Les fondateurs de l'économie politique présentent donc la mise sur pied des conditions politiques, juridiques et institutionnelles nécessaires au développement du capitalisme comme la «disparition des entraves au fonctionnement naturel des marchés». Peut-on les accuser de duplicité? Non, car ils ne pouvaient mesurer ce qui se passait sous

leurs yeux, et comme les mercantilistes d'ailleurs, ils ne pouvaient avoir une vision claire de l'ordre social nouveau qui n'allait connaître son plein épanouissement qu'après la révolution industrielle, au dix-neuvième siècle.

Cette situation se reflète particulièrement clairement dans l'œuvre des derniers précurseurs de la pensée classique, les physiocrates. Quesnay et son petit groupe de disciples ont produit leur œuvre et connu d'ailleurs leur heure de gloire entre 1760 et 1770, dans un pays qui s'apprêtait à vivre une brutale transition politique, que l'Angleterre avait vécue, un siècle plus tôt, d'une manière plus lente. Que décrivent-ils? Là-dessus, l'encre n'a pas fini de couler. Ils sont partisans de la «souveraineté éclairée», ce sont pour la plupart de riches propriétaires terriens, et ils prétendent que seule l'agriculture peut rendre un «produit net». Ce sont des conservateurs, qui sont d'ailleurs en butte aux encyclopédistes et autres courants progressistes de la France prérévolutionnaire. Mais que décrit le «Tableau économique» de Quesnay? C'est la première représentation articulée de la reproduction d'une économie marchande. Marx ne s'y trompera pas, qui empruntera à Quesnay ses «zig zag» pour ébaucher ses schémas de reproduction, remplaçant les classes de Quesnay (productrice, propriétaire, stérile) par le prolétariat et les capitalistes. Plus encore, Quesnay donne les instruments théoriques permettant d'analyser l'articulation entre la production capitaliste et la production de type féodal, ainsi que la dissolution de cette dernière par l'extension du règne de la marchandise. C'est à quoi sert, en effet, le concept de surplus dont Quesnay et les physiocrates donnent la première formulation. C'est en effet par le mode de génération et d'utilisation du surplus économique, c'est-à-dire du surtravail des producteurs (mais cela, Quesnay ne l'avait pas vu) que se distinguent les modes de production. Le passage du féodalisme au capitalisme se caractérise, entre autres, par un transfert du surplus de l'aristocratie foncière à la bourgeoisie industrielle. Ainsi donc, le paradoxe atteint sa représentation la plus parfaite avec Quesnay. Partisan de l'ordre politique prérévolutionnaire — ordre naturel hiérarchisé, voulu par Dieu — Quesnay est en même temps un fervent partisan du libéralisme qui dissout cet ordre. Découvrant dans son tableau économique un modèle de reproduction simple, Quesnay donne en même temps une théorie qui permet de penser la reproduction élargie aussi bien que l'articulation des modes de production. Quesnay est donc, de ce fait, un théoricien de la transition... malgré lui.

b) Adam Smith et David Ricardo

Adam Smith fait la synthèse de ce qui précède, en proposant le premier modèle classique. Pour Smith, l'ordre capitaliste, désormais dominant, est l'ordre naturel. Avec Smith commence la méthode d'analyse consistant à projeter sur le passé le modèle conçu pour analyser le présent. C'est en parlant de chasseurs primitifs que Smith formule la théorie de la valeur qui doit, en principe, régir les échanges dans une société marchande. Pour Smith, comme pour l'économie politique classique, il n'existe pas d'organisation sociale préalable au capitalisme, sinon cet état «primitif et rude qui précède l'appropriation des terres et l'accumulation du capital»[11]. Smith ne voit donc pas la transition. Néanmoins, contrairement à ses successeurs néo-classiques, il pose le problème de l'évolution, du changement, du développement. Tel est le sens du titre de son chef-d'œuvre : *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Et cette recherche, pour être menée à terme, suppose que l'on déborde le champ de la «théorie économique pure». C'est ce que fait Smith dans cet ouvrage dans lequel sont abordés tous les aspects de la réalité sociale. Ce sont les modalités de l'articulation de ces différents aspects qui expliquent le progrès plus rapide ici, plus lent ailleurs.

Et il s'agit bien d'une articulation, et non pas d'une juxtaposition de «facteurs exogènes» comme c'est le cas dans certaines théories «modernes» du développement. Et au cœur de cette articulation, il y a l'accumulation du capital, liée au taux de profit. Plus encore, Smith voit l'articulation entre le progrès de certaines nations et l'éventuelle stagnation de certaines autres. Bien que condamnant sans appel les mercantilistes, Smith a bien compris ce dont il était question. Reprenant des physiocrates le concept de surplus, Smith voit dans le commerce extérieur le moyen d'absorber le surplus qui ne trouverait pas de débouchés internes, et donc le moyen d'accroître la division du travail et sa productivité dans le pays qui s'y adonne. Dès lors, Adam Smith théorise l'un des rôles que joue la périphérie dans le développement du capitalisme anglais et central, expliquant crûment ce que dissimulent les manuels économiques :

> *Le surproduit des colonies, toutefois, est la source originelle de tout cet accroissement de jouissance et d'industrie que l'Europe dérive de la découverte et de la colonisation de l'Amérique*[12].

Cette découverte de l'Amérique, et celle du cap de Bonne Espérance, Smith les présente comme les deux événements les plus

importants dans l'histoire de l'humanité. Ce faisant, il était donc conscient de certaines conditions de la transition au capitalisme central, et de certaines conséquences — découlant des liens entre la transition et la dépendance — donc l'ampleur n'apparaît pleinement qu'aujourd'hui.

> *Il est vrai que pour les naturels des Indes orientales et occidentales, les avantages commerciaux qui peuvent avoir été le fruit de ces découvertes ont été perdus et noyés dans un océan de calamités qu'elles ont entraînées après elles... On ne peut savoir ce qui l'emportera, des bienfaits ou des infortunes*[13].

Il est une transition que Smith n'a pas vue et qui se déroulait au moment même où il écrivait. La *Richesse des Nations* paraissait en 1776, moins de dix années après l'invention de la machine à vapeur et celle de la première machine à filer, la *spinning jenney* de Hargreaves. Lorsque Smith formulait la description classique de la manufacture, faisant dépendre le progrès technologique de la seule division du travail, Arkwright fondait les premières fabriques et mettait sur pied l'industrie cotonnière anglaise. On a appelé cette période, qui chevauche en Angleterre le passage du dix-huitième au dix-neuvième siècle, la «révolution industrielle». La révolution industrielle accouche du capitalisme industriel développé. C'est le passage de la manufacture à la grande industrie. Il s'agit donc bien d'une transition, transition toutefois qui se déroule «à l'intérieur» de l'évolution du capitalisme, comme celles auxquelles nous aurons désormais affaire.

L'œuvre d'Adam Smith coïncide avec le début et celle de Ricardo avec la fin de la révolution industrielle. Sur la nature et le moteur de cette révolution, Ricardo n'a rien à dire. Il considère comme naturelle la société qu'il a devant les yeux, comme éternelles les trois grandes classes dont se compose toute communauté («les propriétaires fonciers, les débiteurs de fonds ou des capitaux nécessaires pour la culture de la terre, les travailleurs qui la cultivent») et les revenus qu'elles dérivent «du produit total de la terre sous le nom de rente, de profits du capital et de salaires[14]. La théorie ricardienne, qui constitue le sommet de l'économie politique classique, considère donc comme une donnée naturelle l'existence de l'économie capitaliste. Tel est le fondement de la critique marxiste de Ricardo[15].

Il n'en reste pas moins que, par son explication de la distribution du produit de la terre, Ricardo met à jour des antagonismes qui sont le moteur de transition. L'un d'entre eux oppose les intérêts des propriétaires fonciers à ceux des capitalistes, et,

partant, pour Ricardo, de l'ensemble de la société. On en connaît bien le fondement. Les rendements décroissants dans l'agriculture renchérissent le blé, élèvent de ce fait les salaires et provoquent un transfert du surplus des profits vers la rente. La baisse des taux de profit provoque à terme la fin de l'accumulation. Les conditions mêmes de l'accumulation contiennent en germe ses limites. L'ordre capitaliste étant naturel, Ricardo voit au terme de ce processus un état stationnaire. Cela ne l'empêche pas, toutefois, de promouvoir des mesures qui, telle la libre importation du blé, peuvent retarder ce processus, tout en heurtant de front les intérêts des propriétaires fonciers. La controverse théorique sur ce point, entre Ricardo et Malthus, illustre le conflit de classes entre la bourgeoisie industrielle et la propriété foncière qui se terminera par la victoire politique de la première et donc la dernière étape de la transition au capitalisme industriel. Ricardo est donc lui aussi, non seulement un théoricien, mais un militant de la transition. Et tout comme Smith, il voit clairement le rôle que peut jouer, pour contrer les rendements décroissants dans une métropole, une périphérie riche en matières premières. C'est ce qui est théorisé dans le célèbre chapitre septième des *Principes*, et connu sous le nom de «loi des avantages comparatifs».

5. Marx et le marxisme

Le conflit entre les propriétaires fonciers et la bourgeoisie industrielle allait donc se solder, après la mort de Ricardo, à l'avantage des derniers. Désormais un conflit beaucoup plus fondamental, découlant de la nature même du capitalisme, commençait à se manifester. Il opposait la bourgeoisie et les travailleurs salariés. Dès 1830 éclataient de violents affrontements qui allaient culminer en Europe en 1848. Un an plus tôt, Marx avait écrit, dans *Misère de la philosophie* :

> *Les économistes nous expliquent comment on produit dans ces rapports donnés, mais ce qu'ils ne nous expliquent pas c'est comment ces rapports se produisent, c'est-à-dire le mouvement historique qui les fait naître*[16].

En fait, les économistes avaient cessé même d'expliquer ces rapports au moment où Marx écrivait. Ricardo avait mis en lumière trop crûment, aux yeux de certains, l'opposition d'intérêt entre ouvriers et capitalistes, le revenu des seconds découlant du travail des premiers. McCullouch, puis Longfield, Nassau Senior et enfin John Stuart Mill avaient édulcoré cette thèse, présentant la société capitaliste comme une société d'harmonie. Cela était d'autant plus urgent que d'autres disciples de Ricardo, au vu des conséquences de

l'organisation capitaliste sur les conditions de vie des travailleurs, avaient déduit, de la théorie ricardienne, la nécessité de la transformation du capitalisme. Les socialistes ricardiens[17], voyaient, pour la première fois, l'ordre social dans lequel ils vivaient comme un ordre transitoire. De ces auteurs, Marx a écrit :

> *Mais du moment que le mode de production bourgeois et les conditions de production et de distribution qui lui correspondent sont reconnus comme étant historiques, s'évanouit l'illusion qui les faisait considérer comme des lois naturelles de la production et s'ouvre la perspective d'une nouvelle société, d'une nouvelle formation sociale et économique, dont le capitalisme n'est que la transition*[18].

Cela marque, écrit Marx dans le même passage, la fin de la science de l'économie politique. Nous avons vu en effet qu'une de ses caractéristiques était de ne pas pouvoir penser la transition comme telle, en postulant des lois naturelles de l'économie. Il faut donc substituer à cette «science» un effort d'appréhension global du mouvement social et historique, de la transition, en intégrant tous les éléments de ce processus. Tel est le travail ébauché par Marx et Engels entre 1844 et 1848, et dont témoignent, en particulier *L'idéologie allemande* et le *Manifeste du parti communiste*, qui fait de la lutte des classes la trame de l'histoire de toutes les sociétés, «lutte qui chaque fois s'est terminée par une transformation révolutionnaire de la société tout entière ou par la ruine commune des classes en lutte»[19]. Le moment culminant de la transition est donc, dans l'analyse marxiste, la révolution sociale.

Cette vision du déroulement de l'histoire, on l'a baptisée «matérialisme historique», et Marx a lui-même proposé, dans la préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*, une esquisse de ce qu'il appelle parfois sa «conception matérialiste de l'histoire»[20]. Cette esquisse est très lapidaire et constitue le point de départ d'une présentation mécaniste de l'évolution historique et de la transition. Dans sa vision la plus simpliste, elle postule un développement linéaire et cumulatif des forces productives, dont le rôle est considéré comme décisif dans la marche de l'histoire à travers des étapes nécessaires et prévisibles. Cette conception du marxisme, qui réduit l'explication de l'histoire et des transitions à un choc mécanique entre les rapports de production et les forces productives, a été largement dominante au vingtième siècle. Elle réduit l'explication marxiste à un économicisme qui postule, autant que l'économie politique, des lois naturelles de la société.

En fait, cette conception ne répond pas au projet initial de Marx, et à sa mise en œuvre dans *Le Capital*, critique de

l'économie politique. Dans ce texte, en effet, Marx explique la genèse de ce que l'économie politique considère comme donnée. Il montre pourquoi et comment le produit du travail se transforme en marchandise, puis la marchandise en monnaie, enfin la monnaie en capital. Dès lors est expliquée la genèse du salariat et du profit, c'est-à-dire du capitalisme, posé comme organisation transitoire de la production sociale. Par ailleurs, il est évident que l'effort essentiel de Marx consiste dans l'analyse du fonctionnement de la société capitaliste. *Le Capital* ne constitue pas une étude de la transition du féodalisme au capitalisme, et certains auteurs se refusent même à y voir une théorie de la transition. En ce qui concerne la transition au communisme, on sait que Marx ne tenait pas à élaborer les «recettes des marmites de l'avenir». Néanmoins, l'analyse développée dans *Le Capital* est une analyse qui vise à expliquer, à reproduire théoriquement, le mouvement de la production capitaliste, donc le développement du capitalisme. Or c'est dans ce mouvement, dans ce développement, qu'on trouve les racines de la transformation du capitalisme, comme des transitions dans le capitalisme.

6. Le vingtième siècle

Marx avait prévu une transition, qu'il espérait toujours prochaine entre le capitalisme et le socialisme. En réalité, la longue dépression mondiale qui s'est développée dans le dernier quart du dix-neuvième siècle a précédé la transformation du capitalisme concurrentiel en capitalisme monopoliste. De cette transformation profonde, la nouvelle «science économique» est inconsciente. La révolution marginaliste inaugure une analyse de l'économie en terme d'équilibre général statique, c'est la description d'un monde enchanté et harmonieux qui ne peut connaître ni transitions, ni bouleversements. Plaçant en exergue de son livre la phrase «La nature ne fait pas de sauts», Marshall précise dans sa préface que «l'évolution économique est graduelle... basée sur des habitudes partiellement conscientes»[21], et, comme pour compléter son univers épistémologique, il indique que «la science économique est, et doit être, de croissance lente et continue»[22]. Bref, ni la nature, ni la société, ni la science qui en rend compte, ne font de sauts. Et Marshall écrivait cela, en toute candeur, au moment même où les sociétés capitalistes — dans tous les aspects de leur réalité — connaissaient des bouleversements importants, qui allaient d'ailleurs se concrétiser dans les multiples conflits armés qui annonçaient la première guerre mondiale et la révolution russe.

La tradition néo-classique, synthétisée pour la première fois par Alfred Marshall, en 1890, domine encore aujourd'hui la pensée

économique. Elle a survécu à la révolution keynésienne, dont elle a su digérer les acquis, comme aux assauts néo-ricardiens, qu'en général elle ignore superbement, sauf dans les débats réservés aux initiés. Cette tradition domine malgré le fait qu'ignorant l'histoire, le mouvement, les antagonismes sociaux, elle ne peut rendre compte du développement concret des sociétés capitalistes, des problèmes auxquelles elles se heurtent, au premier rang desquels on retrouve les crises économiques et l'approfondissement de l'écart entre le centre et la périphérie du système capitaliste mondial.

Il a donc fallu, aux plus lucides parmi les économistes, se démarquer de la tradition dominante lorsqu'ils voulaient donner une explication un tant soit peu cohérente de la réalité. Ainsi, Schumpeter, par ailleurs fervent admirateur du système capitaliste, doit-il emprunter certains éléments de la démarche de Marx dans sa *Théorie du développement économique*, publiée en 1911. Ce développement, il le voit se faisant par sauts, par bonds discontinus liés à ce qu'il appelle les innovations, dont la fréquence dépend du contexte social, et de sa fécondité en «entrepreneurs». Telle sera la trame d'un type d'analyse toujours très à la mode aujourd'hui, et dont on trouve les versions les plus simplistes chez des auteurs tels que Rostow ou McLelland.

De la même manière, face à la crise de l'entre-deux guerres, Keynes, élève de Marshall, doit se démarquer de son maître pour rendre compte de la réalité. Préoccupé en principe par les fluctuations à court terme («A long terme, nous serons tous morts», écrit-il) il est amené en fait à intégrer à son analyse l'ensemble des facteurs qui expliquent la transition importante que le capitalisme connaîtra après cette crise. Keynes voit le lien entre la structure de classes et la distribution des revenus, le rôle de l'État et les autres facteurs «institutionnels». Percevant les obstacles inhérents au développement de ce système, facteurs susceptibles d'en provoquer l'écroulement, Keynes propose un ensemble de moyens de «gestions de la conjoncture» qu'il présente ouvertement comme la dernière chance du capitalisme.

C'est dans la tradition inaugurée par Marx qu'on a pu le mieux rendre compte des transformations que le capitalisme a connues au vingtième siècle, et, en particulier, de la liaison étroite entre le développement au centre et le blocage de la transition à la périphérie. Au moment où le marginalisme formalisait le statu quo, des auteurs tels que Hilferding, Lénine, Rosa Luxembourg, Boukharine et plusieurs autres tentaient de rendre compte de la transition qu'avait connue le capitalisme au tournant du siècle. À

partir de là, toutefois, le marxisme allait s'institutionnaliser dans les termes de la vulgate stalinienne et se transformer, d'instrument d'analyse de la réalité en idéologie au service d'un nouvel ordre établi.

Les bouleversements qui ont suivi la deuxième guerre mondiale ont modifié cet état de choses. Ce qu'on a appelé le «réveil du Tiers-Monde» a posé le problème de la transition dans ces pays. Et dès lors, celui du lien entre cette transition et la dépendance. Un certain nombre d'économistes, rejetant les explications en termes de déterminismes culturels et psychologiques, ont redécouvert les analyses classiques et proposé, du «sous-développement» une analyse qui se rapproche du marxisme. Le marxisme lui-même, affranchi partiellement de la tutelle stalinienne, intégrant aussi certains acquis de Keynes, s'est considérablement renouvelé à l'étude de ces problèmes. La structure de l'ordre économique mondial a été mise en lumière par les travaux de plusieurs chercheurs. Il apparaît que le problème de la transition ne peut être posé dans l'abstrait, indépendamment, dans un seul pays.

Quant au but de la transition, c'est désormais un ordre social fondé non pas sur l'exploitation de l'homme par l'homme (et d'une nation par une autre), mais sur la coopération, la justice et l'égalité des peuples. C'est-à-dire le socialisme dont aucun modèle satisfaisant n'existe pour le moment. Il reste à analyser le processus de transition qui s'est déroulé dans les pays qui ont connu des révolutions au vingtième siècle. On a trop longtemps cru à une vision marxiste traditionnelle de la transition au socialisme. D'énormes problèmes sont en jeu, qu'on commence à peine à éclaircir[23]. Une chose est certaine : cette question est loin de se réduire à l'économie. C'est pourquoi d'ailleurs la pensée économique n'a jamais pu penser la transition, non plus que le marxisme dans sa version économiciste. La transition concerne la totalité des rapports entre les hommes.

Gilles DOSTALER,
Département des sciences économiques,
Université du Québec à Montréal

---

(1) Voir par exemple Paul Robert, *Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française.* Paris, Société du Nouveau Littré, 1967, p. 1819.

(2) Voir en particulier : Samir Amin, *Le développement inégal,* Paris, éditions de minuit, 1973; S. Amin et A.G. Frank, *L'accumulation dépendante*, Paris, Anthropos, 1978.

(3) Aristote, *La politique*, Paris, Gonthier, 1971, pp. 13-37; *Éthique à Nicomaque*, Paris, Garnier-Flammarion, 1965, pp. 133-137.

(4) Karl Marx, *Le capital*, livre troisième, Paris, éditions sociales, 1957, Tome I, p. 333.

(5) Voir Paul Thomas, *Essai sur quelques théories économiques dans le Corpus Juris Civilis*, New York, Burt Franklin, 1970.

(6) Thomas d'Aquin, *Somme théologique*, 11e partie, Question LXXVII et LXXVIII, Paris, Desclée, tome 8.

(7) Nous pensons ici en particulier à John Hales, Gérard de Malynes, Antonio Serra, Antoine de Montchrétien. Thomas Mun et Josiah Child, dont les œuvres principales s'échelonnent entre 1548 et 1693.

(8) Voir là-dessus les travaux de Paul A. Baran, André Gunder Frank et Samir Amin. Voir de ce dernier, en particulier, *Le développement inégal, op. cit.*, pp. 171-175.

(9) Voir en particulier l'étude classique de Maurice Dob, *Studies in the Development of Capitalism*, New York, 1947.

(10) David Hume, «On the Balance of Trade» (1752), in : *Writings on Economics*, Edinbourgh, Nelson, 1955.

(11) Adam Smith, *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, Homewood, 111, R.D. Irwin, 1963, volume 1, p. 38.

(12) *Ibid.*, vol. 2, p. 135.

(13) *Ibid.*, vol. 2, p. 162.

(14) D. Ricardo, *Principe de l'économie politique et de l'impôt*, Paris, Calmann-Levy, 1970, p. 9.

(15) Voir à ce sujet notre ouvrage. *Marx, la valeur et l'économie politique*, Paris, Anthropos 1978, chap. 4 et 5.

(16) K. Marx, *Misère de la philosophie*, Paris, éditions sociales, 1972, p. 115.

(17) Les principaux auteurs de ce courant sont William Thompson, Thomas Hogskin, John Francis Bray et John Gray.

(18) K. Marx, *Theorien uber den Mchwert*, Berlin, Dietz, 1962, tome 3, p. 426.

(19) K. Marx et F. Engels, *Manifeste du parti communiste*, Paris, Aubier-Montaigne, 1971, p. 75.

(20) K. Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, Paris, éditions sociales, 1972, p. 36.

(21) A. Marshall, *Principes Of Economics*, Londres, Macmillan, 1966, p. XI.

(22) *Ibid.*, p.v.

(23) Voir à ce sujet Gilles Bourque et Gilles Dostaler, *Socialisme et indépendance*, Montréal, Boréal-Express, 1980, introduction.